



| Réduire l'inégalité, une victoire multiple : l'amélioration de la qualité de vie, l'augmentation des opportunités pour des économies durables, plus de solidarité et un but commun.

RÉDUIRE LES INÉGALITÉS : UNE CLEF POUR UNE EUROPE FORTE ET SOLIDAIRE

Par Kate Pickett

Face aux pressions et aux tensions qui touchent le projet européen, il ya un besoin vital de renforcer la vision et la mission de l'Europe sociale. Mettre l'accent sur la réduction des inégalités permettrait à l'UE de se reconnecter avec ses citoyens et d'améliorer leur qualité de vie.

A lors que les difficultés économiques, les tensions migratoires, le populisme et l'extrême droite ont, entre autres, mis le projet européen sous une pression croissante, il est devenu essentiel de revitaliser la mission sociale de l'UE.

Le développement du Socle européen des droits sociaux par la Commission, ainsi que le document de réflexion sur les dimensions sociales de l'Europe qui ont accompagné le Livre blanc sur l'avenir de l'Europe, reconnaissent qu'une vision de l'Europe sociale est nécessaire aux côtés des objectifs économiques et de sécurité de l'UE.

Néanmoins, beaucoup ont été profondément déçus par le manque d'attention dans ces documents concernant le rôle de l'inégalité socio-économique dans la création des sociétés que l'UE revendique. Bien que l'équité, l'égalité des chances et la protection sociale suscitent l'attention, l'inégalité - qui est à la racine de tous - est à peine mentionnée.

Les preuves scientifiques sur l'impact de l'inégalité sont larges, profondes, robustes et croissantes. Nous savons que les inégalités des revenus et des richesses provoquent une instabilité économique, détruisent le tissu social, sapent la cohésion sociale, endommagent la santé de la population (physique et mentale), détruisent la démocratie et créent un obstacle à l'adoption de stratégies pro-environnementales et un comportement pro-environnement. Les inégalités sociales et économiques empêchent les nations, les communautés et les individus de s'épanouir.

Heureusement, les effets de l'inégalité ont été traités beaucoup plus sérieusement dans le

développement des Objectifs de développement durable des Nations Unies. L'objectif 10 (sur 17) est de « Réduire les inégalités à l'intérieur des pays et entre les pays ».

Toutes les nations européennes ont signé ces objectifs et devraient progressivement essayer « d'atteindre et de maintenir une croissance du revenu de 40 % de la population à un taux supérieur à la moyenne nationale. »

D'autres institutions prennent encore plus au sérieux ces inégalités. Cette année, à Davos, dans le rapport du Forum économique mondial sur les risques mondiaux, la disparité croissante en ce qui concerne les revenus et la richesse s'est classée comme la tendance la plus importante susceptible de déterminer le développement dans le monde au cours de la prochaine décennie. Le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et les ONG internationales, telles que Oxfam et Action Aid, comprennent également l'importance capitale de l'inégalité.

À l'heure actuelle, nous voyons plus de rhétorique que d'action, mais de la part de la Commission européenne, nous ne voyons même pas la rhétorique.

S'attaquer à l'inégalité peut être perçu comme un problème insoluble et coriace. Mais en réalité, il existe un grand nombre de solutions économiques, politiques et sociales qui peuvent être mises en œuvre aux niveaux international, national et local. Et l'expérience du passé nous dit que de grands changements peuvent se produire rapidement. Il existe des solutions au niveau de la distribution, telles que la fiscalité progressive et la sécurité sociale renforcée.

Il existe des solutions de pré-distribution, telles que l'augmentation des salaires minimums et la représentation des employés dans les comités d'entreprise et les comités de rémunération. Une action internationale est nécessaire pour faire face aux paradis fiscaux et aux comportements des entreprises multinationales. La plupart des politiques fiscales sont au niveau national, mais les communautés peuvent également agir: au Royaume-Uni, de nombreuses autorités locales se sont engagées à payer le minimum vital. Réduire l'inégalité nécessite une volonté et un leadership politique, mais aussi des mouvements populaires et des pressions vers le haut pour obtenir du changement.

Au motif que «les États membres et l'UE dans leur ensemble bénéficieront des avantages politiques, économiques et sociaux de la lutte contre les inégalités», le Conseil scientifique de l'économie progressive (une initiative de l'Alliance progressiste des socialistes et des démocrates dans l'UE) a demandé à l'Europe de progresser vers «un nouvel idéal égalitaire».

Poursuivre un tel idéal de manière crédible et efficace pourrait reconnecter l'Europe avec ses citoyens. Les mesures que les États membres pourraient utiliser pour atteindre ce nouvel idéal égalitaire incluent la fiscalité (par exemple : la taxe successorale et la taxation des biens immobiliers et des loyers importantes, la mise en œuvre d'une taxe sur les transactions financières), les mesures sur les salaires (par exemple, favoriser des syndicats forts et un salaire minimum élevé), l'extension de l'assurance sociale à l'échelle européenne (par exemple, une union de retraite européenne et un programme de solidarité sociale d'urgence) et, enfin, la mobilisation

de politiques et de réglementations européennes pour réduire les inégalités (par exemple, l'amélioration des droits en ce qui concerne l'emploi et des droits sociaux, l'égalité des sexes et l'égalité des chances pour les enfants).

En plus d'essayer d'atteindre les objectifs de développement durable de l'ONU, l'UE devrait s'engager à réduire les inégalités et faire converger les niveaux de revenu dans les États membres de l'UE.

Le néolibéralisme a échoué à remplir ses promesses. Nous avons connu une croissance, mais mal répartie; Nous avons vu des cycles d'expansion mais trop de ralentissements. Et même si la poursuite de la croissance économique nous a apporté des avantages à tous, face à la lutte contre le changement climatique, nous ne pouvons plus nous permettre de repousser cet objectif. Réduire l'inégalité nous offre de multiples victoires: l'amélioration de la qualité de vie, l'augmentation des opportunités pour des économies durables, plus de solidarité et de partage et un but commun - ce devrait être la priorité numéro un d'une Europe sociale.



> AUTEUR

Kate Pickett est Professeur d'épidémiologie à l'Université de York et cofondateur de The Equality Trust.